



Service Eau publique

Commune de Vassel

**Mise à jour de l'Etude de zonage
d'Assainissement**

Notice explicative

Novembre 2021



Sommaire

1	INTRODUCTION	3
2	OBJECTIF DE L'ETUDE	4
3	DONNEES SUR LA COMMUNE DE VASSEL	5
3.1	Situation géographique et démographique	5
3.2	Captage AEP	5
3.3	ZNIEFF et Natura 2000	6
3.4	Urbanisme	6
3.5	Exploitation agricole ICPE	6
4	ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF ACTUEL	7
4.1	Réseaux existants	7
4.2	Stations d'épuration	7
4.3	Assainissement Non Collectif	8
4.3.1	Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d'assainissement non collectif	8
4.3.2	Définition des catégories utilisées	9
4.3.3	Dénombrement des abonnés et de leur type d'assainissement :	11
4.3.4	Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune de Vassel en 2017 :	12
4.3.5	Aptitude des sols à l'assainissement autonome	13
5	ETUDE DES SCENARIOS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	14
5.1	Etudes de nouveaux assainissements collectifs	14
5.1.1	Raccordement d'un lotissement chemin de Vertaizon	14
5.1.2	Projet de raccordement du réseau du chemin de la Fontaine des Dames	15
5.1.3	Choix de la Municipalité	17
6	CONCLUSION	18
6.1	Assainissement collectif actuel	18
6.2	Assainissement collectif futur	18
6.3	Assainissement non collectif	18

1 Introduction

La commune de Vassel se situe sur la communauté de communes de Billom Communautés. En 2015 et avant leur fusion les deux communautés de communes Billom Saint-Dier / Vallée du Jauron et de Mur-ès-Allier ont lancé l'élaboration d'un PLU Communautaire valant pour Programme Local de l'Habitat.

Après quatre années de travail, le PLUH a été approuvé. Dans cette démarche les services instructeurs ont demandé à Billom Communauté de mettre à jour chaque zonage assainissement des communes.

La commune de Vassel a délégué sa compétence assainissement au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région de Clermont-Ferrand Est (SIAREC) en 2019.

Elle possède un zonage d'assainissement en date de janvier 2005. Le plan est consultable en annexe 1.

2 Objectif de l'étude

Cette étude vise à répondre aux obligations réglementaires définies dans le cadre de la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 (décret du 3 Juin 1994) qui précise en particulier que chaque commune doit délimiter :

- Des zones d'assainissement collectif où la collectivité doit assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Des zones relevant de l'assainissement non collectif où la collectivité est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elle le décide, leur entretien.

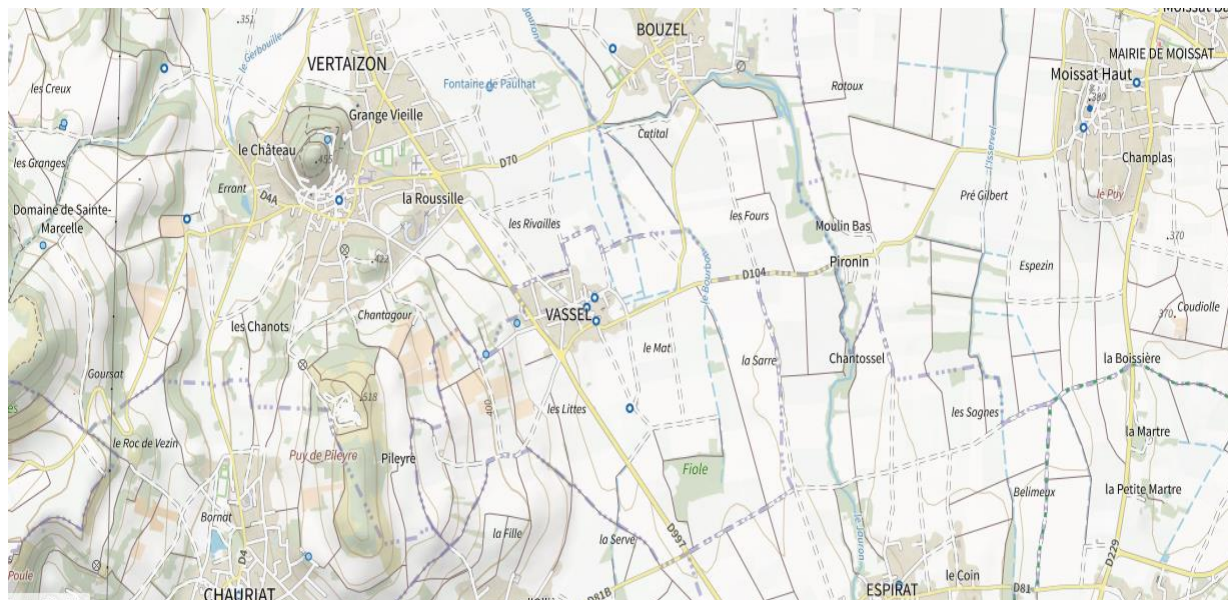
Ce rapport présente une synthèse, des études réalisées sur la commune, des travaux entrepris depuis, et des contrôles effectués par le SPANC, afin d'aider la municipalité dans le choix des modes d'assainissement à retenir pour chaque village.

Il présente aussi des projets d'opportunité sur certains villages de la commune afin d'améliorer le traitement des eaux usées de la commune.

3 Données sur la commune de Vassel

3.1 Situation géographique et démographique

La commune de Vassel fait partie de la Communauté de communes de Billom Communauté.



Population	Vassel (63910)
Population en 2017	289
Densité de la population (nombre d'habitants au km ²) en 2017	98
Superficie (en km ²)	3
Nombre de ménages en 2017	115
Nombre de logement en 2017	131

3.2 Captage AEP

Aucun captage utilisé pour l'alimentation en eau potable n'est existant sur la commune.

3.3 ZNIEFF et Natura 2000

La commune ne possède pas de ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) de type 1. La commune ne possède pas de zone NATURA 2000.

3.4 Urbanisme

Un SCoT (Schéma de Cohérence Territorial) est existant sur le Grand Clermont. La commune de Vassel et Billom Communauté en fait partie.

Un PLU-H en date du 21 Octobre 2019 est existant sur Billom Communauté.

La Loi Montagne ne s'applique pas sur cette zone d'étude. La loi montagne contient des dispositions en vue de protéger les espaces, paysages et milieux les plus remarquables du patrimoine naturel et culturel montagnard.

Les zones constructibles et non constructibles sur Vassel sont identifiées. Le PLU-H encadre le type de constructions autorisées.

Le principe est d'urbaniser les terrains en continuité avec les zones déjà urbanisées sur la commune.

L'activité agricole devra être conservée en priorité.

L'urbanisation de terre agricole ne sera pas possible excepté dans les cas suivants :

- la construction ou l'installation est nécessaire à l'exploitation agricole,
- les parcelles concernées présentent une faible valeur agricole de par leur déclivité forte et sont d'une faible valeur agronomique.

Afin de satisfaire cette exigence de compatibilité, les espaces et milieux caractéristiques du patrimoine naturel montagnard devront être classés en zones agricole (A) ou naturelle (N) des PLU et dans les secteurs non constructibles des cartes communales. Cependant, ces espaces pourront accueillir certaines constructions si ces dernières sont compatibles avec les exigences de préservation.

3.5 Exploitation agricole ICPE

Aucune exploitation agricole n'est classée.

4 Assainissement collectif et Non Collectif Actuel

4.1 Réseaux existants

La commune de Vassel est en majeure partie reliée à un réseau de collecte des eaux usées. Ce réseau est entièrement séparatif.

Le tableau suivant reprend l'inventaire des ouvrages existants (Novembre 2021) sur la commune. Ces linéaires ont été calculés à partir des données à jour du SIG de la SEMERAP.

Etat des lieux des ouvrages existants VASSEL	
Réseau eaux usées strictes	2 941 ml
Réseau eaux pluviales	3 289 ml
Réseau unitaire	0 ml
Grille et avaloir	92
Regard de visite	103
Déversoir d'orage	1

4.2 Stations d'épuration

Une station d'épuration de capacité nominale 400 Equivalent Habitant (EH) de type lit bactérien a été mise en service en avril 2018. Le SATEA (Service d'Assistance Technique à l'Eau et l'Assainissement) effectue périodiquement des visites de contrôle sur cette station.

4.3 Assainissement Non Collectif

4.3.1 Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d'assainissement non collectif

Depuis la loi du 3 janvier 1992, pour la première fois dans le droit français, les usagers qui ne sont pas raccordables au réseau d'assainissement collectif doivent se munir d'un dispositif permettant de traiter leurs eaux usées aussi efficacement que possible. Dans ce cadre, l'arrêté du 6 mai 1996 met en avant l'utilisation des techniques d'épuration par épandage souterrain.

La nouvelle législation oblige les collectivités à réaliser le contrôle technique des systèmes d'assainissement autonome situés sur leur territoire. Elle comprend la vérification technique de la conception et de la réalisation des installations nouvelles ou réhabilitées et la vérification périodique du bon fonctionnement des installations existantes.

Le règlement permet également aux communes d'en prendre en charge l'entretien (vidange des fosses).

Cette réglementation implique donc la création par les communes d'un Service Public de gestion pour l'Assainissement Non Collectif (SPANC) indépendant du service de gestion pour l'assainissement collectif et à mettre en place avant le 31 décembre 2005. Les collectivités ou leur regroupement délimitent après enquête publique les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle des différents dispositifs d'assainissement.

La commune de Vassel a décidé de confier sa compétence assainissement collectif au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région Est de Clermont-Ferrand (SIAREC) en 2019. Le SIAREC a été créé en 1975 pour la gestion du réseau de transfert, du traitement des EU et des postes de refoulement par Vertaizon, Chauriat, Dallet, Mezel, Saint Bonnet Es Allier, Lempdes, Pont du Château, Lussat, Malintrat, Les Martres d'Artière, Chavarroux.

La commune de Vassel a confié sa compétence assainissement non collectif au SIAREC en janvier 2021.

Deux principaux arrêtés régissent la réglementation :

- **L'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009** fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Ce texte concerne le contrôle des installations neuves ou réhabilitées et reprend globalement les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996, tout en permettant l'agrément de nouveaux dispositifs de traitement. Les agréments de dispositifs par les ministères en charge de la santé et de l'écologie sont publiés au journal officiel.

- **L'arrêté du 27 avril 2012** relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Ce texte concerne la mission de contrôle des installations existantes par la commune.

La détermination des habitations à visiter s'est faite à partir des fichiers d'abonnés au service de l'eau ne payant pas de taxe d'assainissement collectif. Un certain nombre de ces compteurs desservent soit des champs ou des bâtiments agricoles (compteurs agricoles) soit des maisons en ruine. Lors du passage des techniciens en charge du contrôle, ces habitations ou compteurs seuls sont décomptés des installations d'assainissement autonome présentes sur les communes.

4.3.2 Définition des catégories utilisées

Plusieurs catégories sont définies pour apprécier l'état des installations :

- **Les installations conformes** : elles satisfont en tout point à la norme (Arrêté du 7 septembre 2009) qui ont été suivies et contrôlées par le service.
- **Les installations acceptables** : elles ne satisfont pas strictement tous les points de la norme. Cependant les points de non-conformité ne sont pas essentiels et ne remettent pas en cause la capacité d'épuration de l'installation. Il s'agit généralement d'installations qui possèdent tous les éléments (prétraitement, épandage, ventilation).
Ce sont des installations qui fonctionnent correctement le jour de la visite du service.
- **Les installations non-conformes incomplètes* ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs** hors zone à enjeu sanitaire* ou environnemental*.

Travaux de mise en conformité en cas de vente sous un an

- **Les installations non-conformes présentant un danger pour la santé des personnes** : une installation qui appartient à l'une des catégories suivantes :
 - a) Installation présentant :
 - soit un défaut de sécurité sanitaire, tel qu'une possibilité de contact direct avec des eaux usées, de transmission de maladies par vecteurs (moustiques), des nuisances olfactives récurrentes ;
 - soit un défaut de structure ou de fermeture des parties de l'installation pouvant présenter un danger pour la sécurité des personnes ;
 - b) Installation incomplète* ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu sanitaire
 - c) Installation située à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution.
- **Les installations non-conformes présentant un risque environnemental avéré : Installation incomplète*** ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu environnemental

Travaux obligatoires sous quatre ans et sous un an en cas de vente

- **En cas d'absence d'installation** :

Mise en demeure de réaliser une installation conforme dans les meilleurs délais et sous un an en cas de vente.

***« Installation incomplète » :**

- pour les installations avec traitement par le sol en place ou par un massif reconstitué, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation pour laquelle il manque, soit un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué, soit un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol en place ou d'un massif reconstitué ;
- pour les installations agréées au titre de [l'article 7 de l'arrêté du 7 septembre 2009](#) modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/ j de DBO5, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation qui ne répond pas aux modalités prévues par l'agrément délivré par les ministères en charge de l'environnement et de la santé ;
- pour les toilettes sèches, une installation pour laquelle il manque soit une cuve étanche pour recevoir les fèces et les urines, soit une installation dimensionnée pour le traitement des eaux ménagères respectant les prescriptions techniques de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié susvisé relatif aux prescriptions techniques.

*** « Zone à enjeu sanitaire » :** une zone qui appartient à l'une des catégories suivantes :

- périmètre de protection rapprochée ou éloignée d'un captage public utilisé pour la consommation humaine dont l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique prévoit des prescriptions spécifiques relatives à l'assainissement non collectif ;
- zone à proximité d'une baignade dans le cas où le profil de baignade, établi conformément au code de la santé publique, a identifié l'installation ou le groupe d'installations d'assainissement non collectif parmi les sources de pollution de l'eau de baignade pouvant affecter la santé des baigneurs ou a indiqué que des rejets liés à l'assainissement non collectif dans cette zone avaient un impact sur la qualité de l'eau de baignade et la santé des baigneurs ;
- zone définie par arrêté du maire ou du préfet, dans laquelle l'assainissement non collectif a un impact sanitaire sur un usage sensible, tel qu'un captage public utilisé pour la consommation humaine, un site de conchyliculture, de pisciculture, de cressiculture, de pêche à pied, de baignade ou d'activités nautiques.

*** « Zones à enjeu environnemental » :** les zones identifiées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) démontrant une contamination des masses d'eau par l'assainissement non collectif sur les têtes de bassin et les masses d'eau.

4.3.3 Dénombrement des abonnés et de leur type d'assainissement :

Ce tableau présente le récapitulatif des visites de contrôles des dispositifs d'assainissements non collectif effectués en 2017 par la SEMERAP.

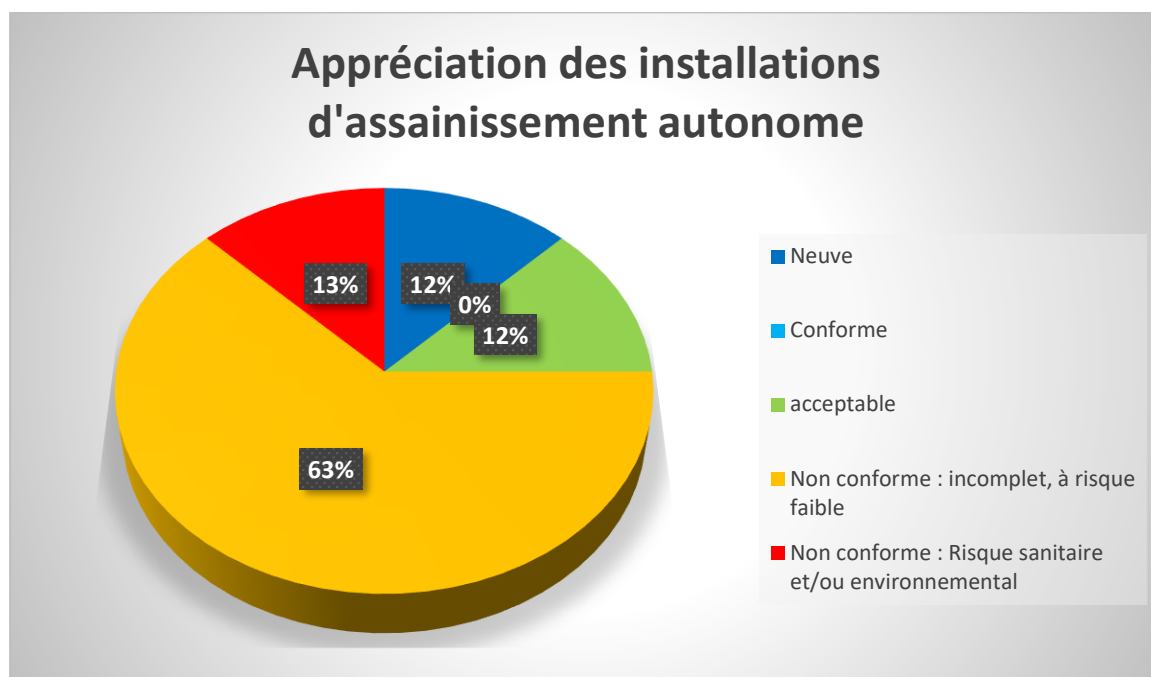
Tableau 1	Bilan récapitulatif des installations de la commune
Nombre d'abonnés possédant un système d'assainissement non collectif	8
Nombre d'abonnés assujettis à la taxe d'assainissement collectif	126
Nombre d'abonnés sans rejets d'eaux usées (Agricole, jardin, garage)	8
Total	141
Visites faites	7
Maison non habitée (construction en cours ou inoccupée)	0
ANC Neuf	1
Nombre de visite reportée	0
Nombre de refus de visite ou d'absence le jour de la visite	0
Total	8

Parmi les 7 habitations possédant un système d'assainissement autonome :

- 100 % des installations ont été contrôlées à ce jour.

4.3.4 Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune de Vassel en 2017 :

Le graphique ci-dessous présente le bilan des visites des installations d'assainissement autonome réalisées sur la commune en 2017.



- Une (1) installation est neuve et aucune installation n'est classée comme : « **Conforme** ». Elles concernent des particuliers qui ont du terrain pour épandre leurs eaux. En général, ces installations sont composées d'une fosse en prétraitement et d'un bac à graisse pour recevoir les eaux ménagères suivi d'un épandage fonctionnant correctement lors de la visite ou d'une filière compacte occupant moins d'espace.
- Une (1) installation est classée comme : « **Acceptable** » : elles ne satisfont pas strictement tous les points de la norme. Cependant les points de non-conformité ne sont pas essentiels et ne remettent pas en cause la capacité d'épuration de l'installation. Il s'agit généralement d'installations qui possèdent tous les éléments (prétraitement, épandage, ventilation).
- Cinq (5) installations sont classées comme : « **Non-conforme : incomplète, à risque faible** ». Ces installations sont soit sous dimensionnée et/ou incomplète et/ou présentant des dysfonctionnements mineurs. Celles-ci ne prétraitent pas leurs eaux ménagères et/ou ne traitent pas leurs eaux en sortie de fosse. Ces installations présentent peu de dangers pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement.

Ces installations devront être réhabilitées lors de la vente des habitations.

- Une (1) installation est classée comme : « **Non-conforme : Risque sanitaire et/ou environnemental** ». Elles concernent les particuliers rejetant leurs eaux usées, sans prétraitement et/ou traitement dans le domaine public et/ou privé. Ces installations représentent un risque pour la santé des personnes et pour l'environnement.

*Ces installations devront être réhabilitées **sous quatre ans** afin de cesser les nuisances.*

Depuis 2017, de nombreuses installations ont soit vu le jour, soit été réhabilitées. Une nouvelle campagne de contrôles devrait être organisée prochainement.

4.3.5 Aptitude des sols à l'assainissement autonome

D'après l'étude de sol réalisée en 2005 lors de l'établissement du Zonage d'Assainissement de la commune, les sols des secteurs étudiés sont difficilement perméables et/ou le niveau des nappes est trop proche de la surface du sol pour permettre une bonne infiltration des effluents.

Il conviendra cependant d'adapter les filières d'épuration à la nature du sol.

5 Etude des scénarios d'assainissement collectif

Les tracés des conduites et les estimations financières présentés dans ce chapitre devront être précisés et redéfinis lors d'études d'avant-projet avant réalisation.

5.1 Etudes de nouveaux assainissements collectifs

5.1.1 Raccordement d'un lotissement chemin de Vertaizon

Dans le PLUi, une OAP a été tracée au sein de la commune. Elle se situe chemin de Vertaizon. Cette OAP représente un lotissement de 12 habitations. Aucun réseau d'eaux usées n'est présent à proximité.

On propose donc de chiffrer le coût d'une extension de réseau afin de raccorder ce futur lotissement au réseau.

Un plan en annexe 3 détaille le projet d'extension du réseau d'eaux usées pour raccorder l'ensemble du lotissement :

Etude pour le raccordement d'un futur lotissement chemin de Vertaizon :

Extension du réseau d'assainissement			
Type de travaux et description sommaire	Coût € HT unitaire	Linéaire (ml) ou quantité	Coût € HT
Pose de réseau de collecte d'eaux usées PVC Ø200 sous enrobée	245	190	46 550
Pose des branchements d'eaux usées aux particuliers	1000	12	12 000
Frais divers et imprévus (10%)			5 950
Total € HT			64 500

Les coûts des travaux sont donnés hors frais de maîtrise d'œuvre, en 2021,

Le coût du raccordement au réseau de collecte est estimé à environ **64 500 € HT** soit **5 400 € HT par branchement**.

La mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome neuf peut coûter entre **8 000 à 10 000 € HT**. La création d'une antenne pour raccorder le futur lotissement du chemin de Vertaizon est donc moins coûteuse.

5.1.2 Projet de raccordement du réseau du chemin de la Fontaine des Dames

Au chemin de la Fontaine des Dames et Route de Moissat, un réseau d'eaux usées strictes est en attente. Il a été réalisé avant que la voirie soit faite afin de ne pas avoir à refaire l'enrobé pour passer l'assainissement.

Le plan, ci-dessous, présente les réseaux actuels :



Ce réseau est en attente de raccordement au réseau principale de la commune. Ci-après, deux projets de raccordement sont présentés et leur coût chiffré.

Le premier projet propose de raccorder gravitairement ce réseau en passant par la route de Moissat puis de la Coharde avant de rejoindre le réseau principal rue du Pironin.

Le deuxième projet propose de raccorder ce réseau par la mise en place d'un poste de refoulement route de Moissat et une jonction au réseau principal rue Saint Blaise.

Les plans des projets sont consultables en annexe 4 et 5.

9 Branchements seront concernés par les deux projets. Un dixième, l'entreprise Chambon située route de Moissat, pourra être raccordée grâce au premier projet.

Raccordement gravitaire par la route de la Coharde :

Le tableau ci-dessous présente une estimation des coûts du raccordement du réseau en attente au réseau principal de la commune.

Commune de Vassel			
Raccordement par la route de la Coharde			
Type de travaux et description sommaire	Coût € HT unitaire	Linéaire (ml) ou quantité	Coût € HT
Pose de réseau de collecte d'eaux usées PVC Ø200 sous enrobé	245	350	85 750
Frais divers et imprévus (environ 10%)			8 250
Total € HT			94 000

Les coûts des travaux sont donnés hors frais de maîtrise d'œuvre, en 2021.

Le coût de cette extension de réseau est estimé à environ 94 000 € HT soit **9 400 € HT par branchement**.

Ce raccordement permettrait de raccorder au réseau communal l'entreprise Transport Chambon.

Aux vues des longues distances à parcourir pour se raccorder au réseau existant, la nécessité d'un poste de refoulement devra être vérifiée dans le cadre d'une étude projet.

Raccordement par la mise en place d'un poste de refoulement :

Le tableau ci-dessous présente une estimation des coûts du raccordement du réseau en attente au réseau principal de la commune.

Commune de Vassel			
Raccordement grâce à un poste de refoulement			
Type de travaux et description sommaire	Coût € HT unitaire	Linéaire (ml) ou quantité	Coût € HT
Pose de réseau de collecte d'eaux usées PVC Ø200 sous enrobé	245	5	1 225
Pose d'une conduite de refoulement PVC Ø200 sous enrobée	150	110	16 500
Mise place d'un poste de refoulement	30000	1	30 000
Frais divers et imprévus (environ 10%)			4 775
Total € HT			52 500

Les coûts des travaux sont donnés hors frais de maîtrise d'œuvre, en 2021.

Le coût de ce raccordement est estimé à environ 52 500 € HT soit **5 830 € HT par branchement**.

Ce raccordement serait moins onéreux qu'en raccordant gravitairement par la route de la Coharde mais engendrera un coût de fonctionnement et un entretien du poste de refoulement. De plus, la pose de la conduite de refoulement endommagera la voirie neuve.

Dans les deux cas, si le projet est validé, cette zone relèvera de l'assainissement collectif futur.

5.1.3 Choix de la Municipalité

Raccordement du futur lotissement du chemin de Vertaizon :

La Municipalité a décidé de créer une extension de réseau pour collecter les eaux usées du futur lotissement.

Raccordement du réseau en attente du Chemin de la Fontaine des Dames :

La Municipalité a décidé de raccorder le réseau en attente gravitairement par la route de Coharde.

6 Conclusion

Les modes d'assainissement retenus par la municipalité sont les suivants (cf carte de Zonage d'Assainissement consultable en annexe 2) :

6.1 Assainissement collectif actuel

Le bourg du village relèvera de l'assainissement collectif.

6.2 Assainissement collectif futur

Les secteurs suivants relèveront de l'assainissement collectif futur :

- Les parcelles ZE 22, 23, 36, 43, 95, 120 et 141 du chemin de Vertaizon et la partie ouest de la parcelle ZE 161,
- Les parcelles AO 196, 323, 377, 379 et ZI 70, 167, 168 de la route de Moissat,

La Municipalité n'a aucun délai pour réaliser les raccordements. Dans l'attente de la réalisation de ces travaux, les particuliers devront s'équiper d'un système d'assainissement autonome ou le réhabiliter afin d'être en conformité.

6.3 Assainissement non collectif

Par défaut toutes les habitations isolées et situées en dehors de secteurs cités précédemment relèveront de l'assainissement autonome.

ANNEXES

Annexe 1

Ancien plan de zonage

Annexe 2

Nouveau plan de zonage

Annexe 3

Plan du projet

du raccordement du futur

lotissement du chemin de

Vertaizon

Annexe 4

Plan du projet de raccordement du réseau en attente par la route de la Coharde

Annexe 5

Plan du projet de raccordement du réseau en attente par une poste de refoulement



SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE

Parc Européen d'Entreprises
Rue Richard Wagner
BP 60030
63201 RIOM cedex

Tel : 04 73 15 38 38
Email : contact@semerap.fr

